

que le dollar américain. Il valait \$1.02 et a atteint \$1.05. Nous avons alors pris des mesures pour faire baisser notre dollar et supprimé le taux de change flottant, car, avon-nous cru, notre économie en subissait les contre-coups. Pour le dévaluer, nous avons jugé qu'il fallait mettre plus d'argent en circulation. C'est à ce moment-là que M. Coyne et M. Fleming en sont venus aux prises. Il se trouva que M. Fleming avait raison, et sa décision fut acceptée par chaque ministre des Finances du gouvernement actuel, qui ont suivi M. Fleming, y compris M. Gordon, M. Sharp et M. Benson. Je ne sais ce que ferait M. Kierans s'il était ministre des Finances, mais tous ceux qui ont suivi M. Fleming ont dit que c'était la chose à faire que de dévaluer le dollar canadien. De fait, notre économie a vraiment tourné rond en 1961 par suite de la dévaluation du dollar canadien et de sa fixation à 92c. Tous les rapports du Conseil économique ou tous les exposés budgétaires de M. Sharp ou de M. Gordon, ou même d'ailleurs de M. Benson, le prouvent.

• (10.30 p.m.)

Mais allons plus loin. Nommé gouverneur de la Banque du Canada, M. Rasminsky avait alors déclaré: «Le gouverneur de la Banque du Canada travaillera en parfaite harmonie avec le ministre des Finances.» En d'autres termes, nous nous sommes défaits d'une Banque du Canada indépendante. M. Rasminsky ayant travaillé en parfaite harmonie avec le ministre des Finances pour établir notre politique monétaire, la masse monétaire a enregistré une hausse de 1963 à 1965. Elle a presque doublé et c'est un accroissement qu'avait délibérément encouragé le ministre des Finances qui a amené l'inflation. Allons au fond des choses. C'est cela qui a entraîné l'inflation. Pour reprendre les propos tenus par M. Rasminsky lors d'un discours prononcé devant les gouverneurs des banques centrales, à Rome, l'inflation est quelque chose qui, par la création d'une masse monétaire plus importante, est susceptible de provoquer un climat d'ébullition et de sérénité dans le pays, mais une fois que l'inflation a commencé, il est très difficile de la contrôler. Ce gouvernement a sottement tenté de réduire l'inflation d'un coup de bistouri rapide et incisif. Il est impossible de procéder de la sorte. Il en est résulté un taux de chômage élevé. De gré ou de force, il nous faut accepter maintenant cet état de choses.

Nous devons nous rappeler que le déblocage du dollar canadien ou l'établissement d'un taux de change flottant est une mesure temporaire. Le ministre des Finances (M. Benson) a été contraint de prendre cette initiative à

[M. Horner.]

cause de l'afflux de capitaux étrangers au Canada. Analysons la situation. C'est principalement à cause de l'instabilité qui règne aux États-Unis par suite de l'agitation croissante, de la situation au Vietnam, de la crise au Cambodge et des événements tragiques survenus à l'Université de Kent. C'est aussi à cause des sentiments éprouvés par de bons et loyaux citoyens des États-Unis que quelque chose ne va pas dans ce pays. Il y a le problème racial et toute une légion d'autres problèmes.

Les Américains ont petit à petit retiré leur argent du marché des valeurs mobilières. Ils ont songé à un autre endroit pour l'investir et ils ont opté pour le Canada. C'est pourquoi nous avons un afflux de capitaux au Canada. Cela ne s'est pas nécessairement reflété à la Bourse de Toronto, mais si nous étudions les cours de cette bourse, nous voyons que les baisses enregistrées n'ont pas été aussi fortes qu'à New-York. Cela est dû dans une certaine mesure à l'afflux de capitaux étrangers.

Toutes les devises étrangères n'entrent pas nécessairement au Canada par le marché des valeurs mobilières. Elles y pénètrent aussi à cause de nos taux d'intérêt élevés. Nous n'avons pas lieu d'être fiers de cet afflux de devises quand nous payons 12 p. 100 pour les prêts en première hypothèque, 11 ou 12 p. 100 pour les prêts bancaires garantis et 10 ou 11 p. 100 pour les prêts bancaires ordinaires. Il n'y a pas de quoi se glorifier du fait que l'argent entre au Canada alors que nous devons nous accommoder d'un taux d'intérêt élevé, délibérément provoqué par le gouvernement actuel.

Le ministre des Finances a déclaré à la télévision et à la presse qu'il était impossible de faire autrement. Selon lui, nous avons une alternative. Nous aurions pu accroître la masse monétaire canadienne, ce qui, par définition, nous aurait permis d'éviter un taux de change flottant. Il y aurait eu assez d'argent en circulation pour absorber les devises étrangères. Voilà ce qu'aurait dû faire le ministre.

Dans la ville de Montréal, seulement 8 p. 100 des eaux-vannes passent par une usine quelconque d'épuration. Le reste se déjette dans le fleuve Saint-Laurent. Des centaines de villes canadiennes quémament des fonds pour pouvoir contrôler la pollution de leur milieu ambiant. Ce qui manque, c'est l'argent. Le ministre des Finances a gardé son trésor sous clef, prenant bien garde de n'en rien laisser échapper. Aujourd'hui, il se libère en laissant fluctuer le taux du change.

Qui va y gagner? On a lu des choses dans les journaux. Dans sa livraison du 1^{er} juin, le